



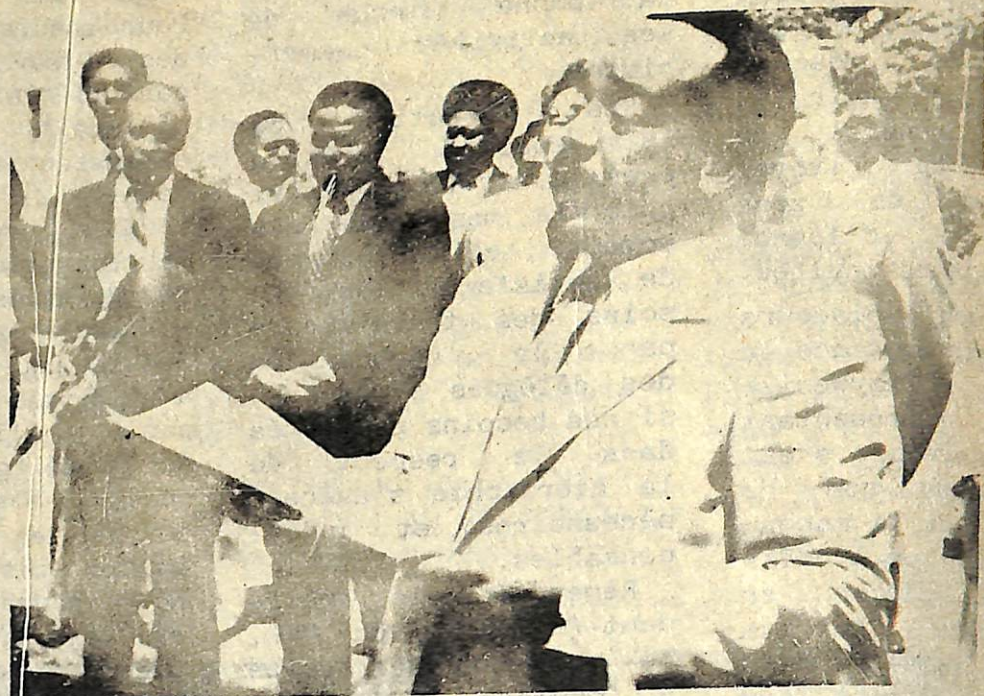
La télévision au Burundi : Une réalité.

Jadis l'objet des brimades de tout genre pour ceux qui le détenait, l'appareil de télévision est devenu une réalité quotidienne à Bujumbura capitale du Burundi. On ne peut arrêter le progrès.

En effet, depuis le dernier sommet des chefs d'Etat d'Afrique et de France, la télévision s'est implantée à la grande satisfaction de tout le monde qui ne cesse de capter les émissions de "Télé-Zaïre" dont l'impact était différemment interprété par une opinion en quête de nouveauté.

Un avis autorisé d'une haute personnalité politique burundaise évoque pour nous l'importance et la place de cet événement historique dans la vie quotidienne du Burundi moyen.

Il s'agit de M. Benoît Muyeba, ministre de l'Information et porte-parole du gouvernement burundais.



"La T.V. n'est pas au Burundi un investissement de prestige. Nous l'utilisons entre autres comme matériel didactique pour l'éducation des masses." Et notre interlocuteur d'enchaîner:

"Tout en jouant le rôle de la radio rurale comme dans d'autres pays en voie de développement, elle doit seconder la diplomatie agissante de la Deuxième République à faire sortir le pays de son isolement."

M. Muyeba estime que le Burundi qui est très bien connu dans le monde grâce à ses relations nouées avec plusieurs pays doit encore se désenclaver culturellement, et cela, grâce à la télévision.

D'abord, sur le plan intérieur, le téléspectateur pourra se rendre compte de l'effort de développement

que déploie le gouvernement et surtout il vivra dorénavant les réalités de vie quotidienne au Burundi.

Ensuite, sur le plan extérieur, elle permettra au ménage burundais de découvrir sur le petit écran la situation qui prévaut dans l'un ou l'autre pays voisin du Burundi et pourquoi pas un pays américain, asiatique ou européen.

Pour ce faire, nous mettons l'accent sur la réception communautaire juste à l'endroit où les téléspectateurs peuvent se regrouper facilement. Les trois quarts des émissions sont présentées en Kirundi, langue nationale et axées essentiellement sur les réalités burundaises.

Certes, la télévision était devenue opérationnelle une semaine avant la tenue à Bujumbura du dernier sommet des chefs d'Etat de

France et d'Afrique. Mais il reste beaucoup à réaliser pour qu'elle puisse satisfaire l'ambition gouvernementale

C'est sans détours que M. Muyeba reconnaît qu'elle couvre dans le premier temps, la capitale et les régions de Bujumbura, Cibitoke et Gatumba.

La 2ème étape de l'utilisation de la T.V. comme outil de développement débutera en 1986, elle assurera une totale couverture de tout le pays. Car là où existe le système dit "F.M.", les planificateurs ont prévu l'emplacement des antennes de télévision. Il y aura en outre 4 émetteurs principaux pour appuyer les appareils secondaires.

Aujourd'hui fonctionnelle grâce à l'assistance française, la télévision n'est pas encore entre les mains d'une équipe de

journalistes et techniciens burundais.

M. Muyeba a dit qu'il faudra de la patience pour voir l'équipe de cadres nationaux formés pendant 4 mois à l'I.N.A (Institut National d'Audio-visuel) en France puissent, assurer la relève progressive-

Néanmoins, il se pose un autre problème non de moindre à savoir: l'approvisionnement du marché local en postes téléviseurs récepteurs.

Le gouvernement y a pensé à temps, a dit en substance notre interlocuteur. La taxe douanière et celle statistique de 89% sur l'importation des appareils récepteurs de T.V. est réduite aujourd'hui à 29%.

Cette réduction freinera sans doute la fraude enregistrée en masse à Bujumbura des postes récepteurs. En

fait, a affirmé le ministre de l'Information, les 3/4 des appareils y utilisés proviennent frauduleusement du Zaïre.

Le français et le swahili, deux autres langues de communication utilisées au Burundi, ne sont pas oubliées. Quelques programmes sont présentés en français. Tandis que le swahili n'est pas encore utilisé en raison de la carence d'un personnel qualifié.

Les journalistes employés à la Radio nationale pour la version swahili étant malheureusement d'un niveau de formation intellectuelle très bas parmi lesquels on aurait dû prendre quelques éléments, conclut M. Muyeba.

Propos recueillis par Musemi Kilonda Nkula.-

L'AFRIQUE FACE A LA DESERTIFICATION

Ci-dessous la seconde partie de l'article expliquant les actions dispersées entreprises contre la sécheresse et la désertification mais peu efficaces.

C'est que, jusque-là, sécheresse et désertification rimaient avec Sahel. Aujourd'hui, ces fléaux sont partagés. Ces pays en sont donc à la phase d'ébauche de politiques et de stratégies de lutte.

Dès qu'ils ont pris le relais, les ministres africains ont réaffirmé, de façon solennelle, la volonté politique de leurs Etats de "prendre, dans les délais et avec la vigueur nécessaire, les mesures de toutes natures

(législatives, réglementaires, financement à ce fléau. "Cette volonté politique ne s'est pas toujours manifestée avec bonheur", selon M. Edgar Pisani, commissaire européen au développement, qui a souligné que "la bonne volonté politique est manifeste dans tous les pays, mais la volonté politique ne l'est que dans certains".

Pour ce qui est de la cruciale question de la

stratégie de planification, la conférence a recommandé l'élaboration ou la consolidation, dans chaque Etat, d'une stratégie et d'un plan national de lutte "dont le contenu devra être considéré comme une composante permanente et essentielle des plans nationaux de développement": c'est dans cette optique qu'a été suggérée la création ou la dynamisation, dans tous les Etats, d'un organe

de coordination d'évaluation des actions de lutte, ainsi que la mise en oeuvre, à tous les niveaux, d'une campagne systématique d'information, de sensibilisation et de mobilisation des populations". La participation consciente de ces populations à la mise en oeuvre des actions de lutte a été jugée fondamentale. Il ne suffit pas simplement de les associer, mais de les responsabiliser.